



PRÉFÈTE DU PUY-DE-DOME

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT

LA POSE D'UN CÂBLE HTA PAR ENSOUILAGE DANS L'AFFLUENT DE LA BURANDE AU LIEU-DIT LE
BOIS MAURY SECTION ZK PARCELLE 41
COMMUNE DE BAGNOLS

DOSSIER N° 63-2018-00412

La Préfète du Puy-de-Dôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

CE RÉCÉPISSÉ N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 07 Décembre 2018, présenté par ENEDIS Pôle Ingénierie du Puy-de-Dôme représenté par Monsieur TOUSSAINT Yannick, enregistré sous le n° 63-2018-00412 et relatif à la pose d'un câble HTA par ensouillage dans l'affluent de la Burande au lieu-dit Le Bois Maury section ZK parcelle 41,

Ce récépissé atteste du dépôt de la déclaration du pétitionnaire suivant :

**ENEDIS Pôle Ingénierie du Puy-de-Dôme
1 rue Châteaudun
63000 CLERMONT-FERRAND**

Ces aménagements relèvent des rubriques ci-dessous, et les arrêtés de prescriptions générales s'appliquent :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

I. Délai d'instruction et échéances

Vous ne pouvez pas débuter les travaux avant le 07 Février 2019, sauf si le Préfet donne son accord par écrit avant cette échéance.

Pour non-respect de ce délai, le déclarant s'expose à une amende d'un montant maximum de 1.500 Euros pour les personnes physiques, et 7.500 Euros pour les personnes morales.

Durant ce délai :

- des compléments peuvent vous être demandés,
- ou un accord définitif peut vous être adressé,
- ou un projet d'arrêté peut vous être adressé,
- ou, dans certains cas, un refus peut être prononcé (opposition à déclaration).

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance indiquée ci-dessus, ce récépissé vaut accord tacite.

II. Début des travaux et durée de l'autorisation

Une fois l'accord obtenu, le service de police de l'eau devra être averti 15 jours avant le début des travaux.

La mise en service de l'installation doit intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au Préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

III. Conformité des travaux et contrôle

Les ouvrages, les travaux, les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé et aux dispositions figurant dans les arrêtés de prescriptions. L'inobservation de ces dispositions pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

Toute modification sur les ouvrages, leur utilisation, les activités exercées, doit au préalable être portée à la connaissance du Préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations dans les conditions définies par le code de l'environnement.

IV. Recours et publication

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Cette déclaration sera mise à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois par le déclarant à compter de la date de notification, et dans un délai de quatre mois par les tiers à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

A Clermont-Ferrand, le 18 décembre 2018

Pour la Préfète et par délégation
Le directeur départemental des territoires
Le Chef du Service
Eau, Environnement et Forêt

Béatrice MICHALLAND